
LA CINEMATHEQUE FRANCAISE

51 rue de Bercy
75012 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 1 juillet 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Cinémathèque Française relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon notre jugement professionnel, a été la plus importante pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe « Subventions d'investissement non encore utilisées » rappelle que votre association reçoit des ressources de la part des tiers financeurs affectées à des projets définis. Elles font l'objet d'un suivi lorsqu'elles n'ont pas pu être utilisées. Le tableau nommé « Mouvements des subventions d'investissement non encore utilisées » explique les variations des dites subventions durant l'exercice. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, et à revoir par sondages les calculs effectués par l'association dans le cadre de la comptabilisation de ces subventions d'investissement non encore utilisées.

L'appréciation ainsi portée s'inscrit dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes



GMBA Séléco

Représentée par

Virginie Dormeuil

Commissaire aux comptes Associée

1. BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024						
BILAN ACTIF						
	Brut	Amort.	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation	%
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement – Invest. création	957 437	957 437	0		0	
Concessions, brevets et droits similaires dt coll. films	28 971 281	23 052 089	5 919 191	1 763 293	4 155 899	235,69%
Autres immobilisations incorporelles	766 460	696 123	70 337	122 401	-52 064	-42,54%
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	3 464 490	-3 464 490	-100,00%
Avances et acomptes sur immo. incorp.						
Total immobilisations incorporelles	30 695 178	24 705 649	5 989 528	5 350 183	639 345	11,95%
Immobilisations corporelles						
Terrains	7 375 000	0	7 375 000	7 375 000	0	0,00%
Constructions	22 252 042	6 665 728	15 586 315	16 037 284	-450 969	-2,81%
Install. techniques, mat & outil indus.	6 961 075	6 104 115	856 960	514 370	342 590	66,60%
Collections non-film	9 353 352	7 829 566	1 523 786	1 402 137	121 649	8,68%
Autres immobilisations corporelles	39 125 041	29 392 383	9 732 657	10 097 264	-364 607	-3,61%
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	4 476	-4 476	-100,00%
Avances et acomptes sur immo. Corp.					0	
Total immobilisations corporelles	85 066 510	49 991 792	35 074 718	35 430 531	-355 813	-1,00%
Immobilisations financières						
Prêts	734 688	0	734 688	711 873	22 815	3,20%
Autres immobilisations financières	48 006	0	48 006	48 006	0	0,00%
Total immobilisations financières	782 694	0	782 694	759 879	22 815	3,00%
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ	116 544 382	74 697 441	41 846 941	41 540 593	306 347	0,74%
Stocks et en-cours						
Stocks d'ouvrages	323 320	56 545	266 775	219 401	47 374	21,59%
Total stocks et en-cours	323 320	56 545	266 775	219 401	47 374	21,59%
Créances						
Avances, acomptes	39 659	0	39 659	183 173	-143 514	-78,35%
Créances clients et comptes rattachés	780 995	65 070	715 925	388 463	327 462	84,30%
Autres créances	2 511 472	0	2 511 472	3 626 316	-1 114 844	-30,74%
Total créances	3 332 126	65 070	3 267 056	4 197 952	-930 896	-22,18%
Disponibilités						
Valeurs mobilières de placement / DAT	6 500 000	0	6 500 000	4 500 000	2 000 000	44,44%
Disponibilités	4 905 821	0	4 905 821	5 770 261	-864 439	-14,98%
Total disponibilités	11 405 821	0	11 405 821	10 270 261	1 135 561	11,06%
Total charges constatées d'avance	128 639	0	128 639	130 581	-1 942	-1,49%
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	15 189 906	121 615	15 068 291	14 818 195	250 096	1,69%
Ecart de conversion actif						
TOTAL GÉNÉRAL	131 734 288	74 819 056	56 915 232	56 358 788	556 444	0,99%

2. BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation	%				
Fonds propres sans droit de reprise								
Réserve statutaires et complémentaires	17 532	17 532						
Fonds propres avec droit de reprise								
Fonds propres	0	30 490						
Réserves								
Fonds d'investissement	83 847	83 847						
Fonds de trésorerie	30 490	30 490						
Réserve propre assureur	11 434	11 434						
Résultat et report à nouveau								
Report à nouveau (excédent)	2 428 336	2 343 483	84 853	4%				
Excédent ou déficit de l'exercice	201 169	54 363	146 806	62%				
Sous total situation nette	2 772 808	2 571 638	201 169	7,99%				
	<table><tr><td>Subventions</td><td>Virées au résultat</td></tr><tr><td>115 566 592 €</td><td>74 487 167 €</td></tr></table>	Subventions	Virées au résultat	115 566 592 €	74 487 167 €			
Subventions	Virées au résultat							
115 566 592 €	74 487 167 €							
Subvention équipement amortissable	41 079 425	40 795 893	283 532	1%				
Subvention équipement non encore utilisée	5 556 762	4 797 239	759 523	16%				
TOTAL I - FONDS PROPRES	49 408 995	48 164 770	-79 580	-0,16%				
Avances conditionnées	141 732	141 732	0	0%				
AUTRES FONDS PROPRES	141 732	141 732	0	0,00%				
Fonds reportés et dédiés								
TOTAL II - AUTRES FONDS PROPRES	141 732	141 732						
Provisions								
Provisions pour risques	105 500	513 000	-407 500	-142%				
Provisions pour charges	1 834 797	1 782 980	51 817	3%				
TOTAL III - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 940 297	2 295 980	-355 683	-20,08%				
SOUS TOTAL I +II + III	51 491 024	50 602 482	888 541	1,77%				
Dettes financières								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit								
Autres emprunts et dettes divers								
Total dettes financières	0	0	0					
Avances et acomptes reçus	51 122	32 156	18 967	37,02%				
Dettes diverses								
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 818 283	2 650 069	-831 786	-41%				
Dettes fiscales et sociales	3 016 006	2 792 262	223 743	8%				
Autres dettes	76 433	75 530	903	2%				
Total dettes diverses	4 910 722	5 517 862	-607 140	-12,24%				
Produits constatés d'avance	462 364	206 288	256 075	125,02%				
SOUS TOTAL IV - DETTES	5 424 208	5 756 306	-332 097	-6,37%				
Ecart de conversion passif								
TOTAL GÉNÉRAL	56 915 232	56 358 788	556 444	1,00%				

3. COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RÉSULTAT

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation	%
Ventes de marchandises	841 806	602 576	239 230	39,7%
Production de services	2 972 438	2 260 598	711 840	31,5%
Produits des activités annexes	847 166	596 362	250 804	42,1%
Sous total	4 661 410	3 459 537	1 201 874	34,7%
Production immobilisée				
Subvention de fonctionnement	17 170 517	18 405 096	-1 234 578	-6,7%
Cotisations	18 900	16 580	2 320	14,0%
Dons				
Mécénat	1 899 268	1 347 829	551 439	40,9%
Autres produits	242 615	18 804	223 811	1190,2%
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	600 162	390 931	209 231	53,5%
PRODUITS D'EXPLOITATION	24 592 872	23 638 776	954 096	4,0%
Charges externes				
Achats de marchandises	576 909	294 370	282 539	96,0%
Variation de stock de marchandises	-37 518	76 163	-113 681	-149,3%
Achats de matières premières et autres approv.	829 486	1 120 390	-290 904	-26,0%
Variation de stock (matières premières et approv.)				
Autres achats et charges externes	7 305 244	6 259 344	1 045 899	16,7%
Total charges externes	8 674 121	7 750 267	923 854	11,9%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 237 075	1 199 176	37 899	3,2%
Charges de personnel				
Salaires et traitements	9 686 681	9 426 198	260 483	2,8%
Charges sociales	4 460 417	4 272 992	187 425	4,4%
Total charges de personnel	14 147 097	13 699 190	447 908	3,3%
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 614 681	2 393 089	221 592	9,3%
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant	29 401	35 771	-6 370	-17,8%
Dotations aux provisions pour risques et charges	130 458	754 871	-624 413	-82,7%
Total dotations d'exploitation	2 774 540	3 183 731	-409 191	-12,9%
Autres charges d'exploitation	477 312	253 153	224 159	88,5%
CHARGES D'EXPLOITATION	27 310 145	26 085 516	1 224 629	4,7%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 717 273	-2 446 740	-270 533	11,1%

COMPTE DE RÉSULTAT

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Variation	%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 717 273	-2 446 740	-270 533	11,1%
Quote-part de résultat sur opé. en commun (excédents)				
Quote-part de résultat sur opé. en commun (insuffisances)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres VM et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	307 405	110 628	196 776	177,9%
Reprise sur provision et transfert de charge				
Différences positives de change	12	194	-182	-93,8%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers	307 417	110 822	196 595	177,40%
Charges financières				
Dotations financières aux amortissement et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change	3 067	2 359	709	30,0%
Charges nettes sur cessions de VM de placement				
Total charges financières	3 067	2 359	709	30,05%
RESULTAT FINANCIER	304 349	108 464	195 886	180,6%
RESULTAT COURANT	-2 412 923	-2 338 276	-74 647	3,2%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 614 092	2 393 089	221 003	9,2%
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Total produits exceptionnels	2 614 092	2 393 089	221 003	9,24%
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	450	-450	-100,0%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total charges exceptionnelles	0	450	-450	-100,00%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 614 092	2 392 639	221 453	9,3%
Impôts sur les bénéfices				
EXCEDENT OU INSUFFISANCE	201 169	54 363	146 806	270,0%
TOTAL DES PRODUITS	27 514 381	26 142 687	1 371 694	5,2%
TOTAL DES CHARGES	27 313 212	26 088 324	1 224 888	4,7%

Contributions volontaires en nature reçues

Dons en nature	47 661	101 240	-53 579	-52,9%
Prestations en nature	260 459	159 637	100 823	63,2%

Contributions volontaires en nature emploi

Mise à disposition gratuite de biens	47 661	101 240	-53 579	-52,9%
Prestations	260 459	159 637	100 823	63,2%

4. ANNEXES

L'association « La Cinémathèque française » est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Fondée en 1936 par Henri Langlois, ses missions sont la préservation, la restauration et la diffusion du patrimoine cinématographique. Avec plus de 40 000 films et des milliers de documents et d'objets liés au cinéma, cette collection est aujourd'hui reconnue comme une collection unique et inestimable de très grande envergure.

En sa qualité d'Opérateur de l'Etat, elle est placée depuis 2011 sous la tutelle financière et technique du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) ; le ministère de la Culture en assure la tutelle administrative.

Ses comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis en conformité avec la réglementation française en vigueur. Les principes comptables méritant une information complémentaire ainsi que les éventuelles dérogations à ces principes sont précisés ci-après.

Conformément au décret n°2009-540 du 14 mai 2009, les comptes annuels des exercices 2006 à 2023 ont été publiés au Journal Officiel.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A. FAITS CARACTÉRISTIQUES

En 2024, la Cinémathèque française affiche un résultat positif de +201 K€, soutenu par deux facteurs principaux. D'une part, une fréquentation exceptionnelle avec 442 416 visiteurs, seuil non-atteint depuis plus d'une décennie. D'autre part, une gestion rigoureuse des dépenses et une inflation plus modérée que celle anticipée lors de l'élaboration des budgets, en particulier sur les coûts liés aux fluides.

La subvention du CNC s'élève à 20 749 K€, en hausse de 979 K€ par rapport à 2023. Cette augmentation a permis de répondre aux besoins structurels, notamment en matière de masse salariale, tout en contribuant à l'équilibre du budget annuel.

Côté public, le retour en force des spectateurs est notable, avec 218 000 entrées pour les séances de cinéma et les activités culturelles, accompagnées d'un excellent taux de remplissage des salles de 59 %, contre 49 % l'année précédente.

Sur le volet expositions, après le succès de *Viva Varda !* qui a attiré plus de 48 000 visiteurs entre octobre 2023 et janvier 2024, l'exposition *L'Art de James Cameron*, conçue en partenariat avec l'Alliance Avatar Foundation, a pris le relais. Elle a rassemblé près de 140 000 visiteurs entre avril 2024 et janvier 2025.

Le Musée Méliès poursuit également sa progression, avec plus de 50 000 visiteurs, soit une hausse de 28 % par rapport à 2023, bénéficiant de la dynamique générée par *L'Art de James Cameron*.

La part des jeunes de moins de 26 ans continue d'augmenter, représentant désormais 24 % de la fréquentation globale (106 022 visiteurs) contre 21 % en 2023 (69 996 visiteurs).

L'événement majeur de l'année est l'achèvement, après seize années de travaux, de la reconstruction de film *Napoléon vu par Abel Gance* dans sa « grande version ». Ce chef-d'œuvre a été présenté en avant-première lors de ciné-concerts exceptionnels avec les orchestres de Radio France à la Seine Musicale, les 4 et 5 juillet 2024, avant d'être distribué par Pathé et projeté dans les salles de la Cinémathèque. Plus de 30 000 spectateurs ont ainsi pu le découvrir sur grand écran à travers la France. Les investissements liés à la reconstruction et à la mise en musique du film figurent désormais parmi les immobilisations au bilan.

B. PRINCIPES, RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les principes comptables généraux appliqués aux comptes annuels de l'exercice 2024 résultent des dispositions suivantes :

- Plan comptable général 1999,
- Règlement n° 99.01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations,
- L'avis n°99-09 du Conseil national de la comptabilité sur la comptabilisation des frais d'édition de certains ouvrages,
- Règlement CRC 2002.10 en vigueur depuis le 1er janvier 2005.

Les principes comptables appliqués aux comptes 2024 :

- Règlement n°2018-06 et suivants y compris le 2022-04,
- Règlement n°2014-03 et suivants.

C. NOTES SUR LE BILAN

1. Actif immobilisé

Le détail de la variation des immobilisations se trouve en page 11 de la présente annexe.

Biens apportés par l'État et mis à la disposition de la Cinémathèque française

Lors de la réunion du 7 janvier 2008 entre la Cinémathèque française, le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée et le contrôleur financier de la Cinémathèque française, il a été confirmé que les collections déposées ou données à la Cinémathèque ne pouvaient être inscrites au bilan (à l'exception, comme auparavant, des travaux de restauration ou de sauvegarde) et que l'inscription au bilan de la Cinémathèque française du bâtiment du 51, rue de Bercy mis à la disposition de la Cinémathèque par l'État par convention domaniale depuis le 1er mai 2005 (emménagement physique le 16 juin 2005) était une nécessité.

Immobilisations incorporelles

▪ **Investissements de création**

Les investissements de création correspondent aux frais d'édition de certains ouvrages, dont les caractéristiques culturelles, documentaires ou historiques, entraînent la constatation de ces éléments à l'actif du bilan. L'amortissement économique de ces investissements, assimilables à des frais de recherche et de développement, selon le plan comptable de l'édition, s'effectue sur une durée de cinq ans.

▪ **Concessions, brevets et droits similaires, droits collections films**

La mission, dévolue à la Cinémathèque française, de défense et de sauvegarde du répertoire cinématographique, de protection de ce patrimoine, conduit celle-ci à engager des dépenses de conservation des films (restauration et sauvegarde, fabrication de "matrices d'archives" (contretypes), recherche de films, d'identification de leurs droits, voire d'acquisition de ces droits, etc.).

L'ensemble de ces travaux confère ainsi à la Cinémathèque française un droit d'exploitation culturel et scientifique, lui permettant d'assurer sa mission de service public de préservation du patrimoine cinématographique.

En raison du caractère de ces droits culturels, les montants des dépenses engagées se rapportant aux films sont inscrits en immobilisations incorporelles.

La distinction entre les différentes natures de droit de ces investissements relatifs au patrimoine cinématographique et à sa conservation a été opérée à partir du 1er janvier 1993. Les dépenses engagées correspondantes sont inscrites à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles à la rubrique "concessions, brevets, licences, marques, procédés".

▪ **Immobilisations incorporelles en cours**

Pour rappel, à fin 2023, les immobilisations en-cours s'élevaient à 3 464 K€, elles concernaient essentiellement la reconstruction du film *Napoléon vu par Abel Gance*. Achevée en 2024, les immobilisations en-cours ont été transformées en deux immobilisations, la « Restauration film » pour un montant de 2 800 K€ et la « Création musicale » pour 1 257 K€.

Au 31/12/2024, le montant des immobilisations incorporelles en-cours est nul, toutes les autres restaurations ont été achevées dans le courant de l'année 2024.

Immobilisations corporelles

Les 15 271 m² de l'immeuble du 51 rue de Bercy Paris 12ème sont comptabilisés pour une valeur de 29,5 M€ : composants bâtis 22,125 M€ et composants non bâtis 7,375 M€.

Les autres immobilisations corporelles sont principalement constituées par les installations techniques, les collections muséographiques, et enrichissements, ainsi que les autres immobilisations nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Cinémathèque française.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à l'obligation d'investissement en matière d'effort de construction (PEEC) pour une valeur de 701 088 €.

Un prêt inter-entreprise, sur 5 ans, d'un montant de 42 000 € a été consenti en 2023 au concessionnaire du restaurant, le Café Lola. Le capital restant à rembourser à fin 2024 s'élève à 33 600 € €

Les autres immobilisations financières sont constituées par les dépôts et cautionnements versés pour un montant global de 48 006 €.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début exercice (1)	Augment. par réévaluat . (2)	Acquisit. apports (3)	Diminut. (4)	Diminuti. par cessions mises hors service (5)	Valeur brute fin d'exercice (1+2+3- 4-5)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement - Investissement de création	957 437	0	0	0	0	957 437
Concessions, brevets et droits similaires dt coll. films	24 214 164	0	4 758 096	0	980	28 971 281
Autres immobilisations incorporelles	766 460	0	0	0	0	766 460
Immobilisations incorporelles en cours	3 464 490	0		3 464 490	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Total immobilisations incorporelles	29 402 551	0	4 758 096	3 464 490	980	30 695 178
Immobilisations corporelles						
Terrains	7 375 000	0	0	0	0	7 375 000
Constructions	22 252 042	0	0	0	0	22 252 042
Installations techniques, mat & outil industriels	6 446 635	0	514 440	0	0	6 961 075
Collections non-film	8 944 403	0	410 174	0	1 224	9 353 352
Autres immobilisations corporelles	38 438 957	0	688 500	0	2 416	39 125 040
Immobilisations corporelles en cours	4 476	0		4 476	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Total immobilisations corporelles	83 461 512	0	1 613 114	4 476	3 640	85 066 510
Immobilisations financières						
Prêts	711 873		41 523		18 708	734 687
Autres immobilisations financières	48 006					48 006
Total immobilisations financières	759 879	0	41 523	0	18 708	782 694
TOTAL GÉNÉRAL	113 623 942	0	6 412 733	3 468 965	23 329	116 544 381

Amortissements

En application des règles CRC 2002 .10, l’amortissement des biens s’effectue en fonction de la durée d’utilité prévue par l’utilisateur ou des pratiques de la profession, selon le barème suivant :

DURÉES D'AMORTISSEMENT	
Immobilisations incorporelles	
Investissement de création	5 ans
Concessions, brevets, licences, droits similaires	10 ans
Logiciel	3 ans
Site internet	5 ans
Autres immobilisations incorporelles	de 3 à 10 ans
Immobilisations corporelles	
Bâtiment	50 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels,	de 3 à 15 ans
Collections Musée, Bibliothèque, Appareils (restauration, enrichissement)	5 à 10 ans
Installations générales, agencement, aménagements divers	de 3 à 25 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau, matériel informatique et mobilier	de 3 à 15 ans
Emballages récupérables	5 ans

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024				
AMORTISSEMENTS				
Immobilisations amortissables	Montant début exercice	Augment. dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement - Investissement de création	957 437			957 437
Concessions, brevets et droits similaires dt coll. films	22 450 871	601 806	589	23 052 089
Autres immobilisations incorporelles	644 059	52 064		696 123
Immobilisations incorporelles en cours				
Total immobilisations incorporelles	24 052 368	653 870	589	24 705 649
Immobilisations corporelles				
Constructions	6 214 758	450 969		6 665 728
Installations techniques, mat & outil industriels	5 932 264	171 850		6 104 115
Collections non-film	7 542 266	287 300		7 829 566
Autres immobilisations corporelles	28 341 692	1 050 691		29 392 383
Immobilisations corporelles en cours				
Total immobilisations corporelles	48 030 981	1 960 811	0	49 991 792
TOTAL GÉNÉRAL	72 083 349	2 614 681	589	74 697 441

2. Actif circulant

Stocks

Les stocks comprennent les ouvrages possédés par la librairie de la Cinémathèque française. Un inventaire physique a été réalisé en août lors de la fermeture au public annuelle. Le stock au 31/12/2024 est issu d'un export du logiciel. Le logiciel traitant les entrées et les sorties de stock avec les commandes fournisseurs et les ventes clients.

Les règles de dépréciation des stocks sont en continuité avec les exercices précédents et le calcul a été automatisé afin de garantir la fiabilité du traitement. Les principes de dépréciation sont les suivants :

- Les produits liés aux expositions temporaires, sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus d'un an puis à 100% à plus de deux ans, si moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.
- Les livres et ouvrages, sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus de deux ans, si moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.
- Tous les autres produits sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus d'un an et que moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois, puis à 100% à plus de deux ans et que moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.

La librairie de la Cinémathèque est spécialisée de ce fait, le taux de roulement des produits est faible et un fond incompressible de produits incontournables est nécessaire, ainsi ces règles ne s'appliquent que pour les quantités en stock supérieures à 5 unités.

Créances

L'inscription des créances impayées en compte de clients douteux s'apprécie au cas par cas, selon le type de client, sa régularité de commande auprès de la Cinémathèque française et l'ancienneté de la créance.

Un changement de méthode a été appliqué sur l'exercice 2019 : elles sont désormais calculées à 50% pour les + de 6 mois et 100% pour les + d'un an.

La provision pour dépréciation des comptes clients est d'un montant de 65 070 € (contre 107 043 € en 2023).

Le montant de la provision pour créances a baissé de 40%, les anciennes créances ont été annulées en miroir les provisions afférente l'ont également été.

Le tableau des échéances des créances est détaillé en page 17 de la présente annexe.

Autres créances

Les autres créances d'un montant de 2 511K€ sont constituées principalement de subventions à recevoir du CNC, 2 000 K€ pour la subvention générale, 30 K€ concernant la restauration image du projet « 10^{ème} Symphonie ». Une aide du CNM pour 50 K€ sur la partition de la musique est également à recevoir.

Placements

Le montant des comptes de dépôts à terme s'élève à 5 000 000 €, et le contrat de capitalisation s'élève à 1 500 000 €. La plus-value latente sur le contrat de capitalisation s'élève à 249 168 €, dont 34 297 € au titre de l'exercice 2024.

3. Fonds propres

Variation des fonds propres

Les variations des postes afférents aux fonds propres sont détaillées ci-dessous.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024					
Variation des Fonds Propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectat° du résultat	Augment.	Diminut°	À la clôture de l'exercice
Réserve statutaire sans droit de reprise	17 532				17 532
Fonds propres avec droit de reprise	30 490			30 490	0
Réserves (Fonds d'investissements)	83 847				83 847
Réserves (Fonds de trésorerie)	30 490				30 490
Réserve propre assureur	11 434				11 434
Sous-total Fonds de réserves	173 792	0	0	30 490	143 302
Report à nouveau créditeur	2 343 483	54 363	30 490		2 428 336
Résultat	54 363	-54 363	201 169		201 169
Subvention d'équipement brute	112 668 968		2 897 625		115 566 592
Quote-part des subventions d'équipement virée au résultat	71 873 075		2 614 092		74 487 167
Subventions d'équipement nettes	40 795 893		283 532	0	41 079 425
Sub. d'investissements non encore utilisées	4 797 239		1 800 090	1 040 567	5 556 762
	48 164 770	0	2 315 282	1 071 057	49 408 995

Fonds de réserves

Les comptes de « Fonds de réserves » inscrivent les affectations décidées par l'Assemblée Générale annuelle d'approbation des comptes des excédents précédemment dégagés par l'association. Ces réserves se traduisent en fonds de roulement de trésorerie pour répondre aux besoins de financement d'investissement, de fonctionnement et de réserve propre assureur.

Subventions d'équipement amortissables

La Cinémathèque française finance l'ensemble de ses investissements par des subventions d'investissement provenant de sa tutelle et d'autres financements privés dédiés. La reprise de cette subvention s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation acquise au moyen de la subvention. Cette reprise se traduit comptablement par une diminution du compte « Subvention d'investissement » au passif du bilan, et une augmentation du compte « Quote-part de la subvention virée au résultat » dans les comptes de produits exceptionnels.

Subventions d'investissement non encore utilisées

Les subventions d'investissement non encore utilisées sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le tableau de ces subventions est détaillé en page 16 de la présente annexe.

4. Autres fonds propres

L'avance conditionnée figurant au passif du bilan correspond à une avance sur recettes attribuée par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée pour le financement des travaux de restauration d'une ancienne version du film *Napoléon* d'Abel Gance.

5. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées s'il existe à la clôture de l'exercice une obligation de l'association, et s'il est probable ou certain, à la date de l'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressource. Les mouvements des provisions pour risques et charges sont détaillés en page 17 de la présente annexe.

La provision pour risque, constituée en 2022 et en 2023, liée au contrat de coproduction d'exposition devenu caduque, signé avec le MUSEO NAZIONALE DEL CINEMA de Turin, a été entièrement reprise pour un montant de 315 K€ à la suite du jugement des tribunaux italiens en faveur de la Cinémathèque.

Concernant la provision relative à la mise aux normes de nos méthodes de calcul des congés payés, constitué en 2022, la deuxième année a été reprise tenant compte que la rétroactivité sur cette période est échue.

La provision de 37 K€ constituée en 2023, pour le risque lié à l'assignation concernant la création du catalogue de l'exposition *Louis de Funès* est conservée en attendant le dénouement judiciaire.

Depuis 2005, la Cinémathèque française enregistre dans ses comptes une provision pour engagements de retraite. Le montant de la provision retraite en 2024 s'élève à 1 834 797 € contre 1 782 980 € en décembre 2023, soit une augmentation de 52 K€. La méthode de calcul revue en 2023 a été appliquée sans changement de méthode.

Pour rappel, les facteurs important du calcul sont les suivants :

- La progressivité de la répartition de la probabilité de présence à l'âge de la retraite des salariés
- L'âge estimé lors du départ en retraite
- La projection du salaire brut à la retraite
- Le taux d'actualisation SPAC, sur les engagements d'une maturité supérieure à 20 ans, utilisé depuis décembre 2019, est passé de 0.60% en 2020 à 1,15% en 2021 puis 3,75% en 2022. Sans contre-indications sur le principe, le choix de lisser ce taux sur 3 ans a été retenu en 2023 afin de stabiliser l'actualisation de la provision. Le taux 2024, pour la valorisation de la provision était de 3.40% contre 2.54% en 2023.

6. Dettes

Autres dettes

Le tableau des échéances des dettes est détaillé en page 18 de la présente annexe.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 462 363 €, 178 K€ correspondent aux droits de diffusion du film *Napoléon vu par Abel Gance* à France Télévision pour une période courant du 01/09/2024 au 31/08/2027, 71 K€ correspondent aux abonnements Libre Pass contractés en 2024 courant en 2025, 65 K€ concernent la billetterie 2025, et 80 K€ sur des itinérances d'expositions 2025.

MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON ENCORE UTILISÉES

Année de dotations	Affectation des ressources	Sub. Restantes début N	Nouvelles Sub. reportées N	Redéploiement N	Sub. utilisées N	Sub. restantes fin N
Avant 2020	Audiovisuel et Régie des salles	50 000 €				50 000 €
	Projets informatiques	43 401 €				43 401 €
	Travaux sur musée Méliès	28 190 €				28 190 €
	Acquisition matériel de restauration	17 184 €		17 184 €		-1 €
	Équipement technique / travaux 7ème étage	3 053 €				3 053 €
	Restauration des collections non-film	42 260 €			-42 260 €	0 €
	Enrichissement-Restauration des Collections films et non-film	37 512 €			42 260 €	79 772 €
	Équipement et travaux des collections	1 356 000 €				1 356 000 €
Tot. av 2020		1 577 599 €		17 184 €	0 €	1 560 415 €
2020	Projet numérique	67 994 €				67 994 €
	Acquisition matériel de restauration	150 000 €	19 133 €		26 860 €	195 993 €
	Travaux collections appareils et service AV	26 860 €			-26 860 €	0 €
	Refonte site internet	74 890 €				74 890 €
	Travaux bâtiments	447 082 €		193 384 €	-68 497 €	185 200 €
	PPI	0 €			68 497 €	68 497 €
	Équipement technique / travaux 7ème étage	50 000 €				50 000 €
	Mécénats fléchés Napoléon	253 780 €		253 780 €		0 €
Total 2020		1 070 606 €	19 133 €	447 164 €	0 €	642 575 €
2021	Travaux d'aménagement de la bibliothèque	192 400 €		192 400 €		0 €
	Remplacement de véhicules Saint-Cyr	126 000 €				126 000 €
	Travaux bâtiments	36 960 €		36 960 €		0 €
	Musique Napoléon, Abel Gance	50 000 €		50 000 €		0 €
	Équipements informatiques pour le télétravail	64 752 €				64 752 €
	Enrichissement-Restauration des Collections films et non-film	38 766 €		7 €		38 759 €
Total 2021		508 878 €		279 367 €		229 511 €
2022	Projet numérique	54 000 €				54 000 €
	Travaux d'aménagement de la bibliothèque	38 900 €		38 900 €		0 €
	Refonte site internet	20 000 €				20 000 €
	Travaux bâtiments	127 600 €				127 600 €
	Musique Napoléon, Abel Gance	50 000 €		50 000 €		0 €
	Équipements patrimoine	15 300 €		4 596 €		10 704 €
	Enrichissement-Restauration des Collections films et non-film	9 900 €				9 900 €
	Équipements bâtiments	147 000 €				147 000 €
Total 2022		462 700 €		93 496 €		369 204 €
2023	Travaux d'aménagement de la bibliothèque	21 380 €		11 095 €		10 285 €
	Refonte site internet	7 500 €				7 500 €
	Travaux bâtiments	469 150 €				469 150 €
	Mécénats fléchés Napoléon	400 000 €		146 220 €		253 780 €
	Équipements patrimoine	10 970 €				10 970 €
	Enrichissement-Restauration des Collections films et non-film	72 390 €		46 040 €		26 350 €
	Équipement et travaux des collections	175 675 €				175 675 €
	Équipements bâtiments	20 390 €				20 390 €
Total 2023		1 177 455 €		203 356 €		974 099 €
2024	Projets informatiques		440 610 €			440 610 €
	Travaux sur musée Méliès		37 960 €			37 960 €
	Travaux bâtiments		290 488 €			290 488 €
	PPI		872 739 €			872 739 €
	Équipement technique / travaux 7ème étage		12 722 €			12 722 €
	Enrichissement-Restauration des Collections films et non-film		40 622 €			40 622 €
	Équipements bâtiments		85 816 €			85 816 €
Total 2024			1 780 957 €			1 780 957 €
TOTAL GÉNÉRAL		4 797 238 €	1 800 090 €	1 040 567 €	0 €	5 556 761 €

MOUVEMENT DES PROVISIONS

ACTIF CIRCULANT	Montant début exercice	Augmentat° dotations	Diminutions reprises	Reprise utilisée	Montant fin exercice
Stocks d'ouvrages et en cours					
Stocks d'ouvrages et en cours	66 401	0	9 856		56 545
Créances usagers et comptes rattachés					
Créances usagers douteuses	107 043	29 401	71 374		65 070
Autres comptes					
Total actif circulant	173 444	29 401	81 230	0	121 615
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges salariés	153 000	0	88 000		65 000
Provisions pour autres litiges	360 000	0	319 500		40 500
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour perte de change					
Provisions pour autres risques					
Total provisions pour risques	513 000	0	407 500	0	105 500
Provisions pour charges					
Provisions pour départ à la retraite	1 782 980	130 458	78 642		1 834 797
Provisions pour impôts et taxes					
Provisions pour impôts					
Provisions pour autres charges					
Provisions pour investissements					
Total provisions pour charges	1 782 980	130 458	78 642	0	1 834 797
Total provisions pour risques et charges	2 295 980	130 458	486 142	0	1 940 297
TOTAL GÉNÉRAL	2 469 424	159 859	567 372	0	2 061 911

ÉTAT DES CRÉANCES

	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
Immobilisations financières				
Prêts	734 688	20 007	129 472	585 209
Autres immobilisations financières	48 006			48 006
Créances				
Avances, acomptes versés sur commandes	39 659	39 659		
Créances clients	704 471	602 733	32 637	69 101
Clients douteux	76 524		76 524	
Personnel et comptes rattachés	8 500	8 500		
Sécurité sociale et autres Org sociaux	0	0		
État - Impôts sur les bénéfices CICE				
État - Taxe sur la valeur ajoutée	397 962	397 962		
État - Autres impôts, taxes				
État - Divers	2 080 000	2 080 000	0	
Débiteurs divers	25 010	25 010		
Charges constatées d'avance	128 639	128 639		
Ecart de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	4 243 459	3 302 510	238 633	702 316

ÉTAT DES DETTES

	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Autres emprunts et dettes divers				
Avances et acomptes reçus	51 122	51 122		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 818 283	1 818 283		
Personnel et comptes rattachés	1 295 346	1 295 346		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 382 443	1 382 443		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	52 511	52 511		
Autres impôts, taxes et assimilés	216 324	216 324		
Etat Autres	69 382	69 382		
Autres dettes	76 433	76 433		
Produits constatés d'avance	462 364	351 253	111 111	
TOTAL GÉNÉRAL	5 424 208	5 313 097	111 111	0

ÉTAT DES CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Charges à payer	
Fournisseurs factures non parvenues	561 259
Personnel et comptes rattachés	1 275 042
Organismes sociaux	557 694
État impôts et taxes	123 382
Diverses charges à payer	0
Total charges à payer	2 517 377
Produits à recevoir	
Produits à recevoir	208 342
Fournisseurs avoirs à recevoir	26 671
État impôts et taxes	2 080 000
Total produits à recevoir	2 315 013

D. NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Ci-dessous, le compte de résultat simplifié pluriannuel et ses variations depuis 2021.

	2021	2022	2023	2024	Variation 21/22	Variation 22/23	Variation 23/24
Produits d'exploitation	21 433 746	23 933 982	23 638 776	24 592 872	2 500 236	-295 206	954 096
Charges d'exploitation	-24 365 719	-26 161 697	-26 085 516	-27 310 145	-1 795 978	76 181	-1 224 629
+Report des ressources non utilisées	0	0	0	0	0	0	0
- Engagements à réaliser	0	0	0	0	0	0	0
DÉFICIT D'EXPLOITATION	-2 931 973	-2 227 715	-2 446 740	-2 717 273	704 258	-219 025	-270 533
Quote-part de résultat sur ops com.	160	14 597	0	0	14 437	-14 597	0
Produits financiers	2 963	9 085	110 822	307 417	6 123	101 737	196 595
Charges financières	-747	-2 864	-2 359	-3 067	-2 117	506	-709
RÉSULTAT FINANCIER	2 216	6 221	108 464	304 349	4 005	102 243	195 886
RÉSULTAT COURANT	-2 929 597	-2 206 897	-2 338 276	-2 412 923	722 700	-131 379	-74 647
Produits exceptionnels	2 579 063	2 442 381	2 393 089	2 614 092	-136 681	-49 292	221 003
Charges exceptionnelles	-42 908	0	-450	0	42 908	-450	450
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	2 536 154	2 442 381	2 392 639	2 614 092	-93 773	-49 742	221 453
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-393 443	235 484	54 363	201 169	628 927	-181 121	146 807

1. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est en déficit du fait du mécanisme de financement des amortissements de la Cinémathèque française. Les investissements (à l'Actif) sont financés par des subventions ou des mécénats d'investissement (au Passif) l'année de leur acquisition. La dotation d'amortissements desdits investissements, inscrite en dépense d'exploitation, est compensée chaque année par la quote-part de reprise de subventions et mécénats d'investissement, inscrite quant à elle en produit exceptionnel du fait de sa classification comptable.

Produits

Les ventes de marchandises s'entendent des ventes d'ouvrages et produits dérivés à la librairie de la Cinémathèque française.

Le poste « Subvention de fonctionnement » comprend la subvention du CNC, d'autres subventions publiques comme celles de la Drac Île-de-France, ainsi que des apports privés d'accompagnement aux activités culturelles et du mécénat.

Conformément, le règlement comptable pour les associations et fondations, les mécénats en numéraires sont enregistrés au compte 754.

Contributions volontaires en nature

En 2024, les mécénats en nature (compétence et industrie) représentent 308 120 €, soit une hausse par rapport à 2023 de +18%.

La valorisation est établie sur la base des tarifs facturés pour les prestations identiques.

Charges

Le poste « Achat de marchandises » regroupe les achats d'ouvrages et de produits dérivés revendus par la librairie de la Cinémathèque.

2. Résultat financier

Le poste « Autres intérêts et produits assimilés » regroupe les intérêts des comptes à terme.

3. Résultat exceptionnel

Le poste « Produits exceptionnels sur opérations en capital » correspond à la quote-part des subventions virée au résultat dont le montant est égal à celui des amortissements de l'année. Pour mémoire, ces amortissements sont comptabilisés dans le poste « Dotations aux amortissements sur immobilisations » dans les charges d'exploitations du compte de résultat.

E. AUTRES INFORMATIONS

1. Information à caractère fiscal

Résultat fiscal

Comme les années précédentes, la Cinémathèque française a réalisé, à titre accessoire, des opérations lucratives : location d'espaces, coédition, cessions de droits, vente de produits dérivés, partenariats, exploitation de la librairie et prestations de valorisation et d'accès aux collections, de photocopies et d'iconographie.

Le résultat fiscal est déficitaire de 388 226€ au 31/12/2024. Ce résultat fiscal porte les déficits fiscaux cumulés à - 31 687 318 €.

Prorata de déduction TVA

À la suite aux conclusions de l'étude fiscale rendues en 2011 et de la position de la Direction de la Législation Fiscale, le ratio de récupération de la TVA exclue du dénominateur la subvention de fonctionnement de l'État. Le taux retenu s'élève à 38% en 2024 contre 36 % en 2023.

Avantages et ressources provenant de l'étranger

À la suite de la modification du règlement ANC 2018-06 par le règlement ANC n°2022-04, le tableau sur l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger est présenté ci-dessous.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024						
ÉTAT DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER						
État du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Etats-Unis d'Amérique	18/09/24	Association	Ressource de mécénat	Direct	Virement bancaire	90 501 €
Total Etats-Unis d'Amérique						90 501 €

2. Information à caractère social

Salariés handicapés

En 2024, l'emploi de travailleurs reconnus handicapés représente 12,87 « unités bénéficiaires » pour une obligation s'élevant à 12 unités. La contribution annuelle se trouve être à 0.

Trois plus hautes rémunérations des cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 du titre IV de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des trois plus hautes rémunérations s'élève à 407 721 € en 2024 (contre 405 176 € en 2023).

Ventilation de l'effectif

	2024	2023
Cadres	93	93
Agents de maîtrise et techniciens	118	114
Employés	4	4
Apprentis et contrats de professionnalisation	5	3
TOTAL	220	214
<i>Dont en CDI</i>	<i>205</i>	<i>204</i>

3. Honoraires du commissaire aux comptes

AUDIT	MONTANT HT
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes annuels	29 420 €

4. Crédit-bail

Il n'y a pas de matériel détenu en crédit-bail au 31/12/2024.

5. Engagements hors bilan

PARTIES		OBJET DE L'ENGAGEMENT	DESIGNATION DE L'ENGAGEMENT	IMPACT FINANCIER	SITUATION
CF	État, représenté par le ministère de la Culture	Locaux : 51 rue de Bercy, Paris 12ème (hors espaces commerciaux)	Convention d'occupation du domaine public, pour une durée de 50 ans à compter du 1er janvier 2014 (se substitue à la convention antérieure conclue pour une période de 12 ans à compter du 1er mai 2005)	À titre gracieux	Signature le 6 mars 2015

6. Membres de la Cinémathèque française

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	FIN EXERCICE
NOMBRE DE MEMBRES	975	42	18	999